



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Les agriculteurs et leurs pratiques de trésorerie

M. Jacques Brossier, Eduardo Chia, Eric Marshall

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Brossier Jacques, Chia Eduardo, Marshall Eric. Les agriculteurs et leurs pratiques de trésorerie. In: Économie rurale. N°161, 1984. pp. 46-49;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1984.3047>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1984\\_num\\_161\\_1\\_3047](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1984_num_161_1_3047)

---

Fichier pdf généré le 01/10/2018

## NOTE

### LES AGRICULTEURS ET LEURS PRATIQUES DE TRÉSORERIE

Jacques BROSSIER\*, Eduardo CHIA\*, Eric MARSHALL\*

L'unité de recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement (SAD) Versailles - Dijon entreprend une étude sur la trésorerie et la gestion des flux monétaires au sein des exploitations agricoles dans plusieurs régions de l'Est de la France. L'objet de cette note est de préciser les concepts et les méthodes de cette recherche réalisée dans le cadre d'une équipe pluridisciplinaire réunissant des chercheurs INRA, des formateurs et des conseillers agricoles.

Cette recherche s'appuie sur une problématique générale : *les pratiques des agriculteurs et leurs actions de mise en œuvre sont des objets de recherche*. L'équipe part du constat que les pratiques concrètes des agriculteurs ne peuvent s'interpréter seulement à partir des grilles d'analyse définies par des catégories scientifiques disciplinaires. Pour les chercheurs agronomes et zootechniciens, ce regard est inhabituel. Mais il l'est encore plus pour les économistes moins habitués à étudier les processus techniques au sein des exploitations agricoles. Les économistes ont surtout élaboré des outils relatifs au choix des systèmes de production, donc axés sur le moyen terme. Ils se sont peu penchés sur les pratiques de gestion des agriculteurs et encore moins sur leurs pratiques de trésorerie. D'une façon générale, il n'existe pas de théorie qui prenne en compte le rôle des références techniques et économiques dans la prise de décisions des agriculteurs, et qui définisse le concept de « maîtrise » permettant d'interpréter comment un agriculteur contrôle le fonctionnement de son système de production.

#### INTÉRÊT DU REPÉRAGE ET DE L'ANALYSE DES FLUX MONÉTAIRES

La monnaie est une variable **quantitative** par excellence. L'intégration croissante des exploitations agricoles aux circuits marchands de l'économie entraîne des relations avec l'environnement, relations qui se font par l'intermédiaire de la monnaie. La monnaie est tout à la fois une unité de mesure, une unité d'échange et un moyen de thésaurisation. Il est probable que les modifications dans la forme de la monnaie (passage de la monnaie métallique à la monnaie chèque puis à la monnaie électronique) vont modifier le comportement des agriculteurs. Plus généralement la monnaie pose le problème de la quantification : quel est le rôle des informations quantifiées, que les agriculteurs reçoivent et produisent, dans leur comportement économique ?

Outre cet aspect général, le repérage et l'analyse des flux monétaires ont un double intérêt :

1. L'étude des flux monétaires permet de repérer des **indicateurs et des outils essentiels au fonctionnement de l'exploitation** et de proposer, à partir des pratiques des agriculteurs, de nouveaux outils de gestion (aide à la décision). La gestion est un acte : celui de prendre des décisions en fonction d'un ou plusieurs objectifs, en vue d'atteindre un résultat. De ce point de vue, tout agriculteur gère, même s'il n'est pas inscrit dans un Centre de Gestion, en utilisant soit des outils d'origine externe qu'il s'est approprié, soit des outils d'origine interne qu'il s'est construits lui-même.

L'analyse des pratiques de trésorerie renvoie aux décisions au **jour le jour** trop souvent considérées comme mineures. A cet

égard, nous ne croyons pas que la distinction entre décisions stratégiques et décisions au jour le jour soit utile, il existe plutôt un continuum de décisions. Les décisions au jour le jour permettent autant que les décisions stratégiques, d'avoir accès au projet de l'agriculteur.

2. L'introduction de la trésorerie permet d'introduire le **temps dans la gestion** (flux datés, ajustements à court terme) et la **gestion du temps** alors que l'on s'est surtout préoccupé, ces dernières années, du calcul d'agrégats et d'indicateurs partiels (marge brute) et de l'équilibre de comptes annuels (compte d'entreprise, tableau de financement) :

— cela permet une approche renouvelée de la liaison entre la gestion technique et la gestion économique en analysant les multiples influences réciproques entre les flux physiques et les flux monétaires.

— cela permet aussi d'établir une relation entre les décisions au jour le jour et les orientations à moyen terme.

Cette orientation est particulièrement importante pour le renouvellement de la formation en gestion des agriculteurs.

Cette focalisation sur les problèmes de trésorerie n'est évidemment pas indépendante de la situation économique actuelle. Depuis plusieurs années, on assiste à une diminution des marges bénéficiaires des exploitations agricoles et à une forte inflation. Il y a de plus en plus d'agriculteurs en difficulté voire en état de cessation de paiement. Les difficultés de trésorerie, souvent provoquées par une rentabilité insuffisante, apparaissent comme un des goulots d'étranglement des exploitations agricoles.

#### BREF APERÇU DES TRAVAUX MENÉS EN FRANCE SUR LA TRÉSORERIE

Malgré l'intérêt d'une approche spécifique des flux de trésorerie, il faut bien constater que peu de recherches ont été menées sur ce sujet (1). L'objectif de ces rares travaux est plus de fournir des méthodes de gestion prévisionnelle aux agriculteurs que d'étudier leurs pratiques de trésorerie.

— La trésorerie a été trop souvent envisagée comme un sous-produit de la comptabilité. On calcule un revenu disponible après avoir calculé un revenu agricole. Se faisant, on privilégie l'optique « masse de trésorerie » qui se rattache à une **période donnée** au détriment de l'optique « solde de trésorerie » qui se rattache à des dates données et qui tient compte de l'ajustement des flux dans le temps (MARSHALL, 1983).

— Les outils d'aide à la décision sont le plus souvent **conçus pour prévoir les dépenses et les recettes de trésorerie à partir d'hypothèses techniques**. Il est intéressant de constater que, à partir des outils de suivi technique qui leur étaient proposés par les techniciens, des agriculteurs se sont adressés à ces mêmes techniciens, pour obtenir des outils de prévision de la trésorerie, celle-ci étant la traduction monétaire de flux physiques (cf. l'expérience ATEL en collaboration avec Attonaty, Chambre d'Agriculture de l'Aveyron, 1983). Mais il reste à mieux les relier aux pratiques de trésorerie. Des travaux sont d'ailleurs en cours (en liaison avec notre équipe) pour étudier la façon dont les agriculteurs reçoivent, assimilent et utilisent ces outils.

\* J. Brossier, INRA 26 bd. du Dr Petitjean 21100 Dijon ; E. Chia, Centre de Gestion et d'économie rurale 42 rue de Mulhouse 21000 Dijon ; E. Marshall, INRAP 2 rue des Champs-Prévois 21100 Dijon.

1. On a fait l'inventaire des travaux réalisés dans les Centres de Gestion, au Crédit Agricole et à l'INRA. Un atelier méthodologique sur la pertinence des outils de gestion en particulier de trésorerie, a été créé à l'initiative de l'ANDA. Il révèle l'importance que certains organismes agricoles (FAFEA, IGER) attachent actuellement à ce problème.

— Les organisations professionnelles, en particulier la CNCA et l'IGER, ont fait des études et organisé des sessions de formation sur la question de la trésorerie, mais elles ont peu engagé de travaux fondamentaux. Cette question, jusqu'à une date récente, fut reléguée au second plan d'une part sous l'influence de la comptabilité et des urgences fiscales (TVA, bénéfice réel) et d'autre part parce que la priorité a été donnée aux plans de développement plus portés sur le moyen terme que sur le court terme. Il faut bien reconnaître que l'INRA, en dehors des travaux d'Attonaty (1984) mettant au point des outils d'aide à la décision, n'a pas non plus beaucoup investi sur ce point.

— Plus généralement la prédominance en France des études destinées à calculer le revenu des agriculteurs dans une perspective d'éclairage des mesures de politique agricole n'a pas favorisé des travaux microéconomiques autonomes. L'exemple du RICA est révélateur. Comme le note R. Carles (1983), les procédures pour déterminer le revenu agricole reposent essentiellement sur l'analyse des résultats d'une **comptabilité nationale de branche**. Le constat du revenu agricole et de son évolution s'appuie sur la « fiction d'une ferme nationale ». Au contraire chez nos voisins de la CEE, « le compte de la branche agricole joue un rôle secondaire pour l'analyse des revenus ». Aux Pays Bas par exemple, la profession et l'administration sont intéressées par des données provenant d'observations directes (2). En France, « les pouvoirs publics ont donné la priorité à la **gestion des produits** au détriment de la constitution d'un réseau de références technico-économiques pour les systèmes de production » (Cordonnier 1984). La profession, beaucoup plus intéressée par une défense globale du revenu agricole et embarquée par ailleurs dans des préoccupations comptables et fiscales, n'a pas pris le relais et n'a guère fait pression pour développer des travaux microéconomiques. Les statistiques officielles ont pourtant multiplié les sources d'observation pour calculer le revenu des agriculteurs (RICA ; ERDEXA : enquête sur les recettes-dépenses des exploitations agricoles ; ERFA : enquête sur les revenus fiscaux des agriculteurs ; SIIF : système intégré d'investigation des flux financiers). Compte tenu du mode de collecte des informations, il ne semble pas que ces données puissent aider à approfondir les pratiques des agriculteurs en matière de fonctionnement des exploitations. Par contre, on peut espérer que les travaux entrepris par étude fine auprès des exploitations puissent améliorer les questionnaires utilisés par ces différentes enquêtes officielles.

## PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE (3) HYPOTHÈSES

1. L'agriculteur a un **comportement cohérent**, il décide en fonction de la perception qu'il a de sa situation et de ses objectifs. Il a des **pratiques de gestion et de trésorerie**. Il faut commencer par les repérer et les comprendre avant de lui en proposer d'autres, car elles révèlent ce qui est important pour lui. Si on n'en tient pas compte, on risque de plaquer des outils inadaptés à sa situation. Les méthodes employées par les agriculteurs sont importantes à analyser d'une part parce que certaines sont novatrices et originales et d'autre part, parce qu'il est souvent possible de les améliorer de l'intérieur.

2. La monnaie est l'objet, le support et le révélateur des rapports de production au sein de l'exploitation et entre l'exploitation et son environnement.

Les flux monétaires, quelle que soit leur origine, peuvent se mélanger et entrer dans une caisse commune. Cela est d'ailleurs exprimé par une règle de la comptabilité publique : il n'y a pas d'affectation des ressources aux emplois. Comment cela se passe-t-il dans les exploitations agricoles ? Il y a-t-il cloisonnement des flux, comment ? Quel est le rôle de l'environnement dans ce

domaine (pression des règles comptables) ? Comment analyser de ce point de vue les relations entre famille et exploitation ? Cette question rejoint les travaux d'A. Barthez (1982) pour qui l'agriculture est avant tout une activité familiale (4). Les observations qu'elle fait sur le facteur travail (infirmité de l'hypothèse que « seul le travail disjoint de la famille serait productif ») doivent être complétées par celles sur la question de l'argent, autre facteur dont « la famille » est propriétaire. Il n'est pas possible, en particulier, d'ignorer les revenus extérieurs. La famille joue un rôle de régulation dans le fonctionnement de l'exploitation. La famille peut fournir soit des réserves contre-aléatoires (à partir des ressources extra-agricoles) soit des contraintes supplémentaires (besoins). L'étude des flux financiers, de leur apparition et de leur utilisation devrait faciliter la compréhension des relations famille-exploitation. Mais la prise en compte de ces relations entraîne des difficultés méthodologiques.

L'environnement économique influence le financement de l'exploitation agricole par l'intermédiaire des différents marchés, par les politiques des prix, du crédit et de la commercialisation et par les structures régionales de développement agricole. L'analyse des flux monétaires permet donc d'étudier les relations entre l'agriculteur et son environnement.

3. Les flux monétaires **laissent des traces**, ils traversent l'exploitation. On peut les caractériser par une date, un montant et une contrepartie. Leur étude complète celle sur les pratiques dans le domaine de la production physique (végétale et animale) pour accéder à la compréhension du fonctionnement de l'exploitation agricole.

4. Il semble que la **compétence technique** des agriculteurs, quelle qu'elle soit, est plus élevée que leur compétence financière. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cela :

La trésorerie n'est qu'une conséquence : les agriculteurs se considèrent d'abord comme producteurs. Ils sont sans doute plus sensibles à la gestion des flux physiques qu'à celle des flux monétaires.

Les organismes chargés de la promotion des outils de gestion financière se sont souvent plus contentés d'une simple transposition à l'agriculture des méthodes de gestion financière pratiquées dans l'industrie, où elles sont pourtant critiquées (M. Berry et al, 1979).

Les outils de gestion technique (planning fourrager, courbe de potentiel laitier exprimé,...) reposent sur des flux identifiables par les agriculteurs (production laitière, récolte de blé...). Même si ceux-ci sont reconstruits (potentiel laitier exprimé), ils le sont dans le cadre d'une théorie que l'expérience concrète des agriculteurs leur fait sans doute accepter. Or ce n'est pas le cas, par exemple, du concept de revenu agricole qui peut n'avoir aucun lien avec la constatation d'une trésorerie déficitaire. Mal assimilé, ce concept peut induire de mauvaises décisions, en particulier en matière d'investissement.

5. La priorité donnée aux flux monétaires paraît être en opposition avec l'optique **rentabilité** : la rentabilité ne peut être calculée à partir des seuls flux monétaires, disent les défenseurs de l'approche comptable, il faut évaluer les stocks, calculer un revenu agricole et donc découper le temps. Nous faisons l'hypothèse qu'il est possible d'apprécier la rentabilité en couplant à l'étude des mouvements de trésorerie la prise en compte d'indicateurs, en termes physiques, de capitalisation et de décapitalisation.

6. La trésorerie comme objet de décision : la trésorerie peut être perçue comme une cause ou une conséquence de décision. L'agriculteur se pose-t-il des questions de trésorerie ? Ne s'occupe-t-il que des flux physiques (gestion technique), les flux de trésorerie n'étant que des conséquences ? Nous pouvons essayer de classer les décisions qui font intervenir la composante « trésorerie » :

2. Ainsi le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) y est très utilisé.

3. L'équipe a reçu pour cette recherche un soutien financier de l'ANDA.

4. Cf. aussi les observations de P. BAZILE qui montrent que dans les GAEC il y a souvent confusion de la trésorerie du GAEC avec celle de chaque famille (P. BAZILE, 1982).

— il y a des décisions qui sont strictement des décisions de trésorerie : elles ont peu de conséquences, à court terme, sur les flux physiques (placement, recours à l'ouverture de crédit en compte courant, liquidation d'un stock, demande de prêt à la famille, achat en morte saison, paiement différé d'un fournisseur,...). **Comment sont-elles prises, quelle est leur genèse ?**

— La plupart des décisions techniques ont des conséquences en matière de trésorerie, que celles-ci soient anticipées ou non : la trésorerie est une variable active (anticipée, elle peut modifier la décision sur les flux physiques) ou passive (non anticipée).

— Il y a des décisions techniques sur les flux physiques qui sont provoquées par des problèmes de trésorerie (allongement ou raccourcissement de la phase d'engraissement, vente d'une vache ou d'un bœuf pour payer l'annuité du Crédit Agricole, etc.).

— Il y a enfin des décisions de trésorerie qui se traduisent chez les agriculteurs par la constitution de réserves physiques contre-aléatoires (stockage par exemple).

## MÉTHODOLOGIE

Notre recherche est une recherche-action, elle suppose la participation des agriculteurs (BROSSIER, 1979). Mais comment suivre les agriculteurs, jusqu'à quel degré de finesse, pour identifier leurs pratiques de trésorerie ?

Pour accéder à leurs pratiques, nous utilisons plusieurs méthodes :

1. Il existe dans l'exploitation agricole des documents et des supports où sont inscrits des flux de trésorerie : (relevés de compte bancaire, factures, carnet de ménage (éventuellement), documents fiscaux (TVA...) tableau d'annuités, autres...). **Les agriculteurs les utilisent-ils ? Comment ?**

2. L'étude porte d'abord sur les flux monétaires identifiables et non sur les flux conventionnels. Cette approche tourne délibérément le dos à l'approche comptable, telle que proposée par le PCG (Plan Comptable Général). La comptabilité (PCG) a sa propre logique et ses règles. Elles sont importantes à connaître car la comptabilité étant obligatoire (fiscalité), il faut au mieux l'utiliser. Mais il faut bien se rendre compte que la logique de gestion n'est pas de même nature que la logique comptable. La gestion issue de la comptabilité (CEG, bilan), peut être déformée par les règles spécifiques (découpage du temps : amortissement ; découpage de l'espace : calcul des prix de revient ou du coût de production par atelier). La gestion de type comptable-fiscal est induite par l'idée que l'on peut calculer un juste prix à partir de conventions (calcul des stocks, charges supplémentaires, prix de revient, revenu du capital et du travail, marge nette...) qui ne sont pas liées à des théories satisfaisantes de la décision et du fonctionnement des exploitations (Brossier, Marshall, 1976). La recherche en cours se propose d'explorer la possibilité de réaliser une « gestion technico-trésorière » qui ne s'appuie que sur les flux et stocks identifiables (physiques et monétaires) enregistrables par la tenue de comptes : à cet égard on a trop souvent confondu comptabilité au sens PCG et tenue de comptes.

3. Il est possible et nécessaire de réaliser chez des agriculteurs des suivis ou des films de trésorerie (à partir de documents repérés) et de construire des courbes de trésorerie (simple et cumulée). Sur ces courbes on peut repérer des taux de couverture des dépenses par les recettes, des trous de trésorerie (comment sont-ils comblés ?) et des rythmes.

La difficulté est de savoir comment interpréter les courbes. Leur analyse devrait faciliter le repérage de dysfonctionnements, celui des périodes critiques etc. On peut ainsi identifier les problèmes de trésorerie les plus importants, leur origine et proposer des solutions.

4. Comment les agriculteurs classent-ils les flux monétaires de recettes et dépenses ? Plusieurs travaux antérieurs (5) (avec le CASE notamment, Fournout, 1972) ont montré que les catégorisations employées par les agriculteurs permettent d'avoir accès à leur projet d'action économique et à leurs représentations. Les classifications (nomenclatures) révèlent les normes existantes, leur degré d'appropriation et la pression de l'environnement. Il n'existe pas de bons classements qui seraient définis hors des agriculteurs.

5. Un cadre d'analyse de la trésorerie (prévision et réalisation) a été construit avec la participation active des agriculteurs. Le planning de trésorerie élaboré est un simple tableau à double entrée dont les intitulés des lignes et des colonnes sont créés par chaque agriculteur. La souplesse de cet outil porte donc sur la période d'analyse et de prévision (6 à 18 périodes), le pas de temps de la période (15, 30 jours ou plus), la nomenclature des postes de recettes et de dépenses. Ce cadre a été directement transposé sur ordinateur par l'intermédiaire d'un logiciel (GESTASOU, 1984). En fait les deux supports manuel et informatique sont conjointement utilisés dans la démarche.

## PREMIERS RÉSULTATS

La prégnance de la comptabilité fiscale dans les nomenclatures et les découpages rend très difficile le début du travail avec les agriculteurs.

La prise en compte du système exploitation-famille est une nécessité mais une cause de difficulté majeure. Comment repérer les flux monétaires liés à la famille ?

Les agriculteurs ont peu les moyens de s'approprier leur trésorerie car de multiples écrans s'interposent. Les agriculteurs gèrent des soldes, et de moins en moins des flux. Cela est déjà vrai au Crédit Agricole. D'autres organismes comme les coopératives gèrent des comptes à l'intérieur desquels sont opérées de multiples compensations entre flux monétaires. Souvent, les agriculteur n'en connaissent que les soldes. Certes, cette gestion par la coopérative a des avantages mais l'agriculteur ne peut guère savoir si les services rendus sont moins chers et il a du mal à faire jouer la concurrence.

On constate une assez grande diversité des pratiques de trésorerie qui peut être reliée à plusieurs causes (6). La nature du système de production conditionne souvent les rythmes des flux et en conséquence les pratiques des agriculteurs en la matière. Pour un système de production céréalière le décalage entre les entrées et les sorties d'argent (entrées espacées dans le temps et sorties régulières) peut entraîner une marge de manœuvre réduite. Pour les système lait, la marge de manœuvre peut être plus grande à cause des entrées régulières. Dans certains systèmes de production, il existe un sous-système de production qu'on peut qualifier de « production de trésorerie » (quelques activités hors-sol par exemple).

La diversité des pratiques peut être reliée à d'autres variables explicatives (en dehors du système de production), comment par exemple : le statut de l'exploitation (GAEC, Société de Fait), la composition de la famille, la dynamique de développement de l'exploitation...

## CONCLUSION

Cette étude des pratiques de trésorerie s'inscrit dans une recherche pluridisciplinaire plus large sur les outils et références utilisés par les agriculteurs pour la conduite de leur exploitation. Chacun des spécialistes disciplinaires prend comme entrée ce qui est de sa compétence comme la production d'herbe pour l'agronome, la production laitière pour le zootechnicien et les flux monétaires pour l'économiste, le produit de la recherche n'étant pas, bien entendu, une simple addition de ces entrées.

5. Ces travaux ont été réalisés avec le Centre d'Analyse Socio-Economique (CASE) Cf. Fournout J.C., 1972 et Groupe Méthodes, 1973.

6. Cf. le dépouillement des enquêtes préliminaires auprès de la trentaine d'exploitations suivies présenté dans un document d'étape soumis à l'ANDA (J. Brossier, E. Chia, 1983).

Cette recherche est menée en étroite collaboration avec les agriculteurs (individuellement ou en groupe). Ceux-ci participent à la mise au point des outils d'aide à la décision, ils contribuent simultanément à l'analyse de leurs pratiques de gestion.

L'étude en cours a donc un triple objectif. D'un point de vue **micro-économique**, l'étude des flux financiers, dans une démarche de type monographique, permet d'identifier les indica-

teurs, outils et repères utilisés par les agriculteurs, de les analyser et de les améliorer. Ceci est particulièrement important pour renouveler, et c'est le deuxième objectif, **la formation initiale et continue en gestion des agriculteurs**.

Nous cherchons enfin à éclairer les **actions de développement agricole**. A partir des indicateurs de fonctionnement repérés, nous pouvons améliorer les typologies d'exploitations pour obtenir de meilleures références pour le développement agricole.

#### RÉFÉRENCES CITÉES

ATTONATY J.M. (1980). — Microinformatique et aide à la décision des exploitations agricoles. *Compte-rendu Acad. Agriculture*, n° 12, 1980, pp. 1018-1036.

BARTHEZ A. (1982). — Famille, travail et agriculture. *Paris Economica*.

BAZILE P. (1982). — GAEC et exploitation agricole. *Mémoire ENSSAA Dijon*, 206 p.

BERRY M., MOISDON J.P., RIVELINE C. (1979). — Qu'est-ce que la recherche en gestion? *Informatique et gestion*, n° 108 et 109, septembre-octobre 1979.

BROSSIER J. (1979). — De la recherche sur les décisions des agriculteurs à la formation économique des agriculteurs. Pour la constitution de Groupe de Recherche - Développement. *Economie Rurale* n° 136, 1980.

BROSSIER J., CHIA E. (1983). — Connaissance des outils de gestion effectivement utilisés par les agriculteurs et amélioration de leur pertinence. *Pratiques de trésorerie*. Document ANDA, mai 1983, 40 p.

BROSSIER J., MARSHALL E. (1976). — Les coûts de production. Instrument de quelle décision? Du coût de production au juste prix. *Revue de l'INRAP* n° 25.

CARLES R. in CRANNEY J., de MIRIBEL P. (1983). — Rapport sur l'analyse du fonctionnement du Réseau d'Information Comptable Agricole, pp. 327-349.

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'AVEYRON (1983). — Le plan de campagne. 33 p. + annexes.

CORDONNIER (1983). — Compte rendu du Groupe d'Etudes sur l'Economie des exploitations agricoles animé par P. CORDONNIER au sein de l'INRA, Département d'Economie et de Sociologie Rurales, *Bulletin Interne, INRA-ESR* n° 2, 1983.

FOURNOUT J.C. (1972). — Vers une économie analytique, réflexions cliniques. *Annales des Mines*, octobre 1972, pp. 63-72.

GROUPE MÉTHODES (1973). — Recherche-formation-action. L'expérience du Groupe Méthodes au MDIS. *Annales des Mines*, juillet 1973, pp. 69-109.

INRA-SAD et Centre de Gestion de la Côte d'Or (1984). — Manuel d'utilisation du logiciel d'analyse et de prévision de trésorerie: GESTA-SOU.

MARSHALL E. (1983). — Pédagogie de la décision et budget partiel. *Doc. INRAP*, n° 39 septembre 1983, Dijon, 71 p.